

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 254

Artikel: La Grèce ensanglantée d'une dictature à l'autre
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028036>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Hôpitaux genevois: M. Donzé rectifie

« Domaine Public » publiait dans son numéro 251 un article intitulé « Hôpitaux genevois: le prix d'un marchandage ». « Scandalisé » par le contenu de ce texte, « mais surtout par son titre et la manchette » (de DP qui l'accompagnait, *réd.*), M. Willy Donzé, conseiller d'Etat genevois, nous écrit par l'entremise de son avocat. Nous lui donnons la parole, comme nous la donnons régulièrement à nos lecteurs dans ces colonnes, pour une remarque ou une rectification:

(...) « Dans (votre) précédent numéro sous le titre « Hôpitaux genevois, le prix d'un marchandage », (vous avez) indiqué qu'il semblait que les magistrats socialistes aient eu à donner des gages pour pouvoir conserver les départements qu'ils ont tou-

jours occupés, soit l'Instruction publique pour M. Chavanne et la Prévoyance sociale pour M. Donzé. Or il n'y a eu aucun marchandage et c'est sans discussion que le maintien à ces postes leur a été accordé. Ce qui a été déclaré en dehors du Conseil et dans les journaux est une autre affaire. Il est injurieux de laisser entendre le contraire. Il est injurieux de mettre aussi au compte de ce marchandage la manière avec laquelle M. Donzé cherche à résoudre le conflit qui a éclaté dans les hôpitaux » (...)

[Nous prenons acte de cette rectification de M. Donzé qui doit réduire à néant notre hypothèse (présentée comme telle dans le texte, mais devenue malheureusement affirmation dans le titre et la manchette) d'un « marchandage ». Réd.]

La Grèce ensanglantée d'une dictature à l'autre

Pour les familiers du « Monde », du « Herald Tribune », voire de la « Neue Zürcher Zeitung », le voile se lève peu à peu sur la véritable nature du « nouveau » régime grec: une didacture a remplacé une autre didacture, le général Ghizikis a enfillé les souliers de Papadopoulos (avec l'appui du général Ioannidis, spécialisé dans la torture à Makronisos, déjà).

Pour les lecteurs de journaux moins spécialisés dans la politique internationale, il reste le souvenir (déjà estompé ?) du soulèvement de la jeunesse grecque — étudiants et gars du bâtiment — en novembre dernier à Athènes; un soulèvement aux répercussions importantes dans la population, qui a été notamment marqué par l'intervention de l'armée avec ses chars Patton à travers la capitale et le massacre des étudiants de Polytechnique, dont certains ont été écrasés par le char blindé qui a défoncé les grilles de l'Ecole.

La presse tente donc de faire le point. Il reste que, sur les événements qui bouleversent ce pays si proche, les témoignages sont rares.

Par des canaux peu nombreux, l'information sur la situation actuelle en Grèce et les récents affrontements commence à circuler. Voici les notes que nous avons pu réunir:

— Les personnes qui ont été arrêtées pendant le putsch (évaluées entre 300 et 400), sont soumises à des tortures particulièrement ignobles. On sait que ce sont en grande majorité des jeunes gens et même des collégiens. Fait absolument nouveau dans les annales grecques: les tortionnaires sont masqués. Jusqu'alors ils opéraient ouvertement avec cynisme et arrogance. Se sentirraient-ils aujourd'hui moins sûrs de l'impunité ? (Lors de la récente amnistie décrétée par Papadopoulos, un décret spécial a également amnistié tous les tenants et aboutissants des « crimes commis par les agents de l'Etat en général »...)

— Athènes vit sous la terreur. Il est très difficile de connaître le nombre des blessés. Les gens sont paralysés par la peur. Il y aurait un grand

nombre de blessés — dont certains très gravement — cachés dans les familles et chez des particuliers. On ne les envoie pas à l'hôpital où ils seraient immédiatement arrêtés, comme cela s'est déjà produit.

— Et les morts, combien y en a-t-il ? Qu'en a-t-on fait ? Selon des rumeurs qui s'enflent, les cadavres ont été enterrés sans que la procédure légale ait été respectée. D'après des informations qui viennent des hôpitaux, l'armée et la police se sont introduites dans les salles, ont bousculé les médecins et les infirmières, et se sont emparés des morts. D'autres bruits circulent selon lesquels une fosse commune est ouverte au cimetière de Zographos (faubourg d'Athènes).

L'opinion publique réclame l'intervention du CICR pour enquêter sur les blessés, les morts et la torture.

— Voici un extrait d'une bande magnétique d'un témoin londonien. Il était arrivé à Athènes pour se rendre à Rhodes en vacances et logeait dans un hôtel tout près de l'Ecole polytechnique. Du 4e étage, il a vu 15 à 20 cadavres à l'intérieur des barrières de Polytechnique après le passage du tank:

« Pendant trois jours, je me suis mêlé à la foule qui n'a jamais commis quelque violence que ce soit. Le premier jour, il y avait 5000 personnes; le second, environ 25 000; le troisième, 60 000. La foule était composée de personnes de tous les âges, souriantes, comme si elles célébraient la fin d'une guerre. Sur les photos, vous voyez que les rues sont ruisselantes. Il n'avait pas plu. Ce sont les arroseuses qui ont passé pour nettoyer les chaussées pleines de sang. J'ai vu moi-même quatre personnes traversant la rue, qui ont été tuées. J'étais alors sur un toit à côté du Ministère de la défense. La foule a enfoncé les portes de l'hôtel pour échapper aux gaz et pour protéger les blessés. Une jeune fille qui perdait son sang est morte dans le hall. Un médecin qui a dîné avec un de mes amis lui a dit que dans son hôpital, 25 jeunes gens étaient morts après avoir été criblés de balles. »